

qui se passe de l'autre côté du Rhin. On boude à Berlin, et l'on n'y est pas sans appréhension.

Il est facile de comprendre que le parti ultra-conservateur en Prusse a été désagréablement surpris par la chute du gouvernement personnel chez vous, parce que cette nouvelle situation pourrait bien donner le coup de grâce au césarisme qui règne parmi nous. Voilà donc la cause de la mauvaise humeur de la *Gazette de la Croix*. Ajoutons encore que nulle part on n'a pas été plus effrayé de la maladie de l'empereur Napoléon que dans nos cercles conservateurs.

De cette manière s'explique également le récent rapprochement de Vienne et Berlin, dont on a tant parlé dans les journaux et qui n'est dû ni à M. de Bismark ni à M. de Beust, mais uniquement à des intérêts dynastiques. L'affaire est toute simple. A Vienne comme à Berlin les familles régnantes désirent avant tout garder leurs couronnes, qu'elles pourraient facilement perdre, si la situation s'aggravait en France.

Nous croyons savoir que l'affaire a été menée surtout par la reine douairière de Prusse et sa sœur l'archiduchesse Sophie d'Autriche, mère de l'empereur François-Joseph. Ces deux princesses, aidées par la reine Augusta, ont arrangé la visite du prince royal de Prusse à Vienne, qui ne manquera pas de causer des embarras à M. de Bismark ; car lui est personnellement contraire à ces démarches, qui contre-carrent sa politique toujours très-hostile à l'Autriche.

Ce rapprochement entre les deux Cours n'est pas, du reste, la seule affaire qui inquiète et gêne M. de Bismark ; il a encore beaucoup d'autres ennuis, ce qui pourrait bien, étant donné son tempéramment nerveux, lui faire abandonner sous peu son portefeuille comme ministre des affaires étrangères.

Les lettres de Vienne nous entretiennent longuement de la visite que le prince royal de Prusse vient de faire à la cour d'Autriche. Elles reconnaissent que cette visite a une certaine importance, en tant qu'elle ne saurait manquer d'améliorer les rapports entre les deux cours, en faisant cesser de l'une à l'autre la tension née des événements de 1866, et qui avait trouvé une sorte d'aliment dans l'antagonisme originel des deux chanceliers, les comtes de Bismark et de Beust. Mais, au point de vue politique, elles prétendent que la visite du prince royal ne saurait entraîner aucune conséquence, *et encore moins amener un changement quelconque dans la ligne de conduite générale des deux gouvernements.*

A Berlin, autant qu'à Vienne, disent-elles, on se rend parfaitement compte que toute base pratique manque en ce moment à une alliance entre la Prusse et l'Autriche. La première ne peut pas ne pas poursuivre l'achèvement de l'unification allemande par l'établissement d'un lien politique plus étroit entre les pays situés au nord et au sud du Mein. La seconde ne peut pas moins, de son côté, ne pas considérer le traité de Prague comme la limite imposée aux ambitions du cabinet de Berlin, et ne pas subordonner à sa stricte exécution le maintien de la paix. Telle était la situation avant la visite du prince royal de Prusse ; et il n'y a pas de circonstance susceptible de la modifier, d'autant mieux que les préoccupations et les inquiétudes sous l'influence desquelles cette visite a été décidée n'ont plus d'objet aujourd'hui par suite du rétablissement définitif de la santé de l'empereur Napoléon.

L'Italie, l'Espagne sont dans la plus triste situation.